Cahiers de
l'humanisme libertaire
REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

Juillet 1964 — Nouvelle série - N° 104 — ABONNEMENT ANNUEL : 5 F — LE NUMERO : 0,45 F

MILITARISME D'EN FACE

Plusieurs cris d'alarme ont été lancés contre la renaissance de l'esprit militariste allemand, et même récemment un commissaire parlementaire, l'amiral Heye, chargé de veiller au maintien de l'esprit démocratique dans l'armée, a publié en Allemagne des articles retentissants dans lesquels il dénonçait la disparition du citoyen-soldat et l'apparition de la mentalité du juteux aboyeur qui menace de transformer la Reischwher en armée du style prussien dont la renommée n'est plus à faire.

Certes, nous ne voyons pas d'un bon œil la résurrection de ce militarisme qui trouve au moins sur sa route des hommes politiques et même des amiraux pour le dénoncer ainsi qu'une partie de la presse et des formations politiques. Mais nous nous demandons, d'abord, s'il serait possible, en France, d'élever semblables protestations. Ici, la campagne qui fut faite au moment où la décision fut prise outre-Rhin de constituer une armée, les caricatures et les critiques qui furent publiées auraient conduit leurs auteurs en prison.

Mais surtout, le problème numéro 1 est que ce danger, qui, même s'il n'est pas si grave que l'on prétend, peut exister, provient avant tout et surtout du fait de la non organisation politique européenne, de la non constitution de l'Europe comme entité solidaire, ayant fait le pas décisif que souhaitent tous les esprits clairvoyants. L'Europe des patries *ne peut que maintenir l'esprit traditionnel en dehors des armées et au sein des armées.*

Cela pouvait s'éviter par le développement de l'esprit européen que l'on torpille, systématiquement, et qu'au besoin on ensevelit sous les fleurs de la réthorique. La « grandeur française » doit avoir pour pendant la « grandeur allemande ». Or, l'Allemagne a déjà une armée quatre fois plus puissante que celle de la France, simplement parce qu'on y fait sérieusement les choses. Le mieux serait de désarmer, des deux côtés du rideau de fer. Le moindre mal serait la constitution de l'Europe. Notre général ne rêve qu'à faire de la France une puissance mondiale. Cela fausse tout l'avenir. Il n'y a pas de quoi s'en réjouir.

RECUL

Les vociférateurs de l'anticléricalisme ont beau, pour la plupart, proclamer continuellement que l'Eglise catholique en est à ses derniers moments, qu'elle n'en a plus pour longtemps, qu'elle est condamnée à brève échéance ; nous ne pensons pas qu'ils aient raison. Avant 1936, un voyage du pape n'aurait pas eu, dans la presse, à la radio, au cinéma et autres moyens d'information, le succès apologétique qu'a eu celui réalisé il n'y a pas si longtemps par le pontife souverain. Autrefois, la pensée laïque, l'esprit laïque étaient des réalités vivantes qui comptaient dans la vie publique, dans le comportement des partis, des organisations ouvrières, des associations et des ligues de toute sorte. Et aujourd'hui ?

Nous voulons bien que le changement de politique de Rome et des ministres du culte catholique vis-à-vis du problème social et de nombreux problèmes humains est une des causes importantes de cet intérêt dont tous les moyens publicitaires se sont faits l'écho. Nous voulons bien aussi, et c'est un des sujets dont on devrait s'occuper depuis longtemps, que la perte de contenu élevé, idéaliste des mouvements non religieux explique le retour d'une partie de la population à la religion ; nous voulons même bien encore que la science ne réponde pas suffisamment, et sans doute ne répondra jamais, car ces problèmes dépassent les possibilités humaines — heureusement dans un certain sens — aux questions éternelles du comment, du pourquoi, du but de la vie.

Nous savons tout cela, et nous faisons la part des choses. Mais nous savons aussi qu'il y a d'autres raisons à cette collaboration servile à l'offensive habile de l'Eglise romaine. Aujourd'hui, quatre-vingt-dix pour cent des mariages sont religieux ; la plupart des parents font baptiser leurs enfants ; ils les font aussi communier. Et le plus grand nombre des morts passent sous le goupillon. Si bien que le parti socialiste et le parti communiste, qui auparavant prenaient des positions nettement tranchés envers l'Eglise, n'osent plus l'attaquer pour ne pas perdre de voix aux élections, ou ne pas voir le nombre de leurs adhérents diminuer de façon sensible.

Tels sont les faits. Et ce qui est déconcertant, c'est que le plus grand nombre de ces jeunes gens et jeunes filles qui se marient à l'église, de ces parents qui font baptiser ou communier leurs enfants ne croient pas plus en Dieu que vous et nous. Ils agissent ainsi par faiblesse, par lâcheté, parce que cela est à la mode ou fait « distingué ». Tel jeune homme qui n'est pas baptisé se fera baptiser même pour conduire sa fiancée, sa maîtresse depuis des mois, à l'autel. Par vanité de figuration, la femme impose sa volonté, et l'homme s'incline par veulerie. C'est aussi un des résultats de l'émancipation du sexe faible.

Toutes ces réalités, sommairement énumérées, dominent et font le jeu de l'Eglise, qui en profite et se propose d'en profiter davantage. Car on a perdu l'esprit de lutte, de combat, la conscience, le sens de la dignité.

Nous préférerions une évolution sincère, une adhésion réelle à la religion que l'acceptation et la pratique de ces simagrées et cette veulerie qui font partie du recul moral d'une époque où la tendance au moindre effort et à la plus grande jouissance se prolonge jusque dans le renoncement émasculateur à la défense de sa pensée et de son droit.

Les vociférateurs de l'anticléricalisme ont beau se gonfler de paroles et de vent. L'Eglise fait son travail et avance. Quand ferons-nous le nôtre et cesserons-nous de reculer ?

LES BOUCHERS

Les bouchers font la grève du bœuf. La raison invoquée est que les prix de gros ont augmenté de 25 pour cent en très peu de temps, et que le gouvernement n'autorise pas à répercuter cette augmentation sur les prix de détail. Ce qui nous mettrait, pourcentage du vendeur compris, le prix du bifteck à quelque 2.000 francs le kilo.

Il ne manquerait du reste pas d'acheteurs, car il ne manque pas de gens, qui ont de l'argent pour tout. Mais ce qui nous intéresse est une autre chose. Les bouchers ont toujours pleuré misère, même quand ils payaient la viande en gros 25 pour cent moins cher qu'aujourd'hui. Ces 25 pour cent constituaient un bénéfice net, à ajouter à l'autre. Et à cette époque, selon l'enquête récente de l'I.N.S.E.E. pour 1961, les bouchers battaient les boulangers et les médecins quant aux bénéfices déclarés. Ajoutons ceux qu'ils ne déclaraient pas.

Sont-ils à plaindre ?

L'EPEE DU SCANDALE

Un livre d'Alexis DANAN (I)

Marcel RENOT

Rendre compte d'un livre si émouvant n'est pas tâche facile. Pour nous, du moins. Nous allions nous y mettre, avec seulement l'espoir de donner à nos camarades le désir de le lire, quand il nous tombe sous les yeux une réflexion de Guéhenno « captée » par hasard : « Il ne s'agit pas de rêver ni de faire rêver d'un autre monde. C'est celui où nous sommes qu'il faut changer. » « Qu'il faut changer », c'est beaucoup dire. C'est même trop dire.

Mais en lisant **l'Epée du scandale**, d'Alexis Danan, nous sommes sûrs qu'un homme résolu, courageux et désintéressé a pu tout de même changer quelque chose — même beaucoup de choses qui étaient la honte des hommes de cœur, des hommes libres blessés par la cruauté et l'hypocrisie.

(Ah ! ces trois mots inscrits au fronton des édifices publics...)

Nous n'avions pas oublié les campagnes de presse, « explosives » pourrait-on dire, que Danan mena avec tant d'insistance, de cœur et de talent, pour attirer l'attention et apporter des solutions aux problèmes que posaient les colonies d'enfants, pénitentiers de souffrance, ainsi que le traitement inhumain infligé aux forçats de Cayenne. Et d'autres choses encore.

C'est dire que nous connaissions déjà sa fidélité aux humbles, aux dénués, aux faibles en un mot, que la sottise et la veulerie bourgeoise écrasent lâchement. Les innombrables articles de presse qu'il signa ne pouvaient pas toujours laisser voir le dessous des cartes, mais son livre nous révèle les manœuvres auxquelles il fut en butte, manœuvres venant des gens bien placés (voire de certains confrères) que son honnêteté « gênait dans les entournures ».

Sa vie d'enfant à l'imprimerie paternelle, en Algérie, la condition misérable de la population arabe qu'il avait sous les yeux, font mieux comprendre sa formation. « J'ai pris là de ce que nous appelons la justice une vue irrémédiable déprimante. »

Il nous conte, par exemple, l'histoire de celui qui avait collé sur une enveloppe un timbre déjà oblitéré. Un délit ! « C'était un vieil Arabe, aux mains mangées par le travail, qui comparaissait « les poings solidement serrés dans les chaînes ».

» — Tu as volé l'Etat.

» — J'ai mis un timbre, qu'Allah me pulvérise.

» Les gendarmes conduisirent à la maison d'arrêt ce délinquant dont l'esprit était imperméable à la notion de recette fiscale.

» Je n'oublierai jamais l'air à la fois résigné et éperdu du vieillard sautillant pieds nus entre les bottes des gendarmes. Mon respect pour la justice, de ce jour, se nuança et je décidai que je ne serais jamais procureur. Avocat, rien d'autre. »

A un petit enfant (arabe) dont il voulait se délivrer de son insistance à lui demander l'aumône, il dit « conformément à la tartuferie musulmane » payant la faim du pauvre d'une traite sur Dieu : « Allah inob » (Dieu pourvoira). « Je vis le petit visage flétri de l'enfant se rayer de larmes. Son silencieux reproche me blessa plus qu'une injure. »

L'enfant part. Il le rattrape. « C'était un jeu, lui dis-je. Tu n'as donc pas compris ? Mais il n'était pas dupe. Souriant gentiment dans ses larmes, il murmura : Dieu est loin. Si toi aussi tu nous laisses... » Et Danan nous dit avoir découvert là que « c'est à soi qu'on donne quand on donne aux pauvres ».

Et il publie un article fustigeant la protection française « qui laisse crever de noire faim dans les rues de villes françaises ». Cette diatribe fut mal accueillie par les colons. Mais le gouverneur fit part « à qui de droit » des opportunes réflexions de l'auteur. Des crédits furent alloués et une souscription ouverte dans la presse. « C'est ainsi que, dans l'histoire arabe de l'Algérie, il y a une « année du riz ». La mort recula.

* * *

Nous ne pouvons décrire les difficultés familiales auxquelles il dut faire face alors que les créanciers montraient les crocs au moment même de la mort de son père et comment il remit à flot l'imprimerie. Et nous laissons aussi, bien qu'à regret, ses succès — réels — de poète et sa vie modeste, quand, un peu plus tard, il débute dans la presse parisienne. Puis on ne fera qu'une courte allusion à la mort de son petit garçon de cinq ans, victime de l'incapacité d'un médecin... « toute mort d'un enfant est une injuste mort ». En un article retentissant, il rendit publique la dramatique bévue « afin que les autres enfants en danger de mort fussent préservés ».

Des lecteurs écrivirent. Des œuvres envoyèrent à l'auteur des brochures, de la documentation sur leurs activités.

Un tract, entre autres, « l'accrocha » comme il dit : c'était celui « jauni, puant la vétusté et l'indigence de l'Union Française pour le sauvetage de l'enfance ». Il va voir le directeur qui le reçoit dans un bureau glacé, éclairé par une lampe à pétrole. Deux bourreaux d'enfants sont reçus devant lui — qui joue le « secrétaire » pour la circonstance.

L'un d'eux a entaillé le front de sa fillette en lui lançant un escabeau à la tête ; l'autre a maltraité son petit garçon au point de lui casser une jambe. « Ce sont des assassins qui prennent leur temps. Notre rôle consiste à leur enlever leurs petites victimes avant qu'ils ne les achèvent à petits coups », dit le directeur.

Pensant à son « petit Claude dans ses boucles fanées », Danan ne pouvait comprendre qu'aux dangers qui menacent à tout moment un enfant, un père, une mère pussent encore ajouter le martyre. Il ne comprenait pas. Et le directeur le surprit en lui apprenant que l'Œuvre avait obtenu la tutelle de quelques centaines d'enfants martyrs, placés par ses soins dans toute la France.

« Je passai la nuit à lire les brochures pour prendre des notes. Des imbéciles ont écrit que j'avais choisi, en avisé noircisseur de papier, d'exploiter le film de l'enfance malheureuse pour m'en faire des rentes. La vérité est que le sujet m'a sauté à la gorge et ne m'a plus jamais lâché, sensibilisé que j'avais été tout juste à la veille de cette terrible rencontre, par l'arrachement de mon enfant en pleine vie. Il avait d'ailleurs fallu cet arrachement pour que la rencontre se produisît. »

Dans les rapports du Conseil d'Administration de la Ligue, Danan puise la matière de six articles qui, grâce à un rédacteur en chef intelligent (ancien libertaire) purent paraître en bonne place dans un journal du soir.

Mêlées à ces drames, de savoureuses descriptions de la jungle journalistique nous font connaître les débuts, puis l'ascension de ce reporter fameux, grand écrivain et, on le comprend, grand admirateur de Paul-Louis Courier, auquel sa verve, parfois un peu rugueuse mais toujours mesurée, fait penser. A propos de ses premiers articles, retentissants, sur l'enfance malheureuse, il écrit : « Je venais d'acquérir, pour ainsi dire sans l'avoir cherché, le sens d'un drame aux ramifications infinies. Il m'a toute ma vie empêché de dormir, mais j'ai soulagé mon insomnie en empêchant de dormir les autres. J'y ai mis un acharnement calculé. »

Autant dire que, quand Danan serrait des salauds dans sa pince, ils n'en étaient pas quittes avec des sourires.

* * *

Un grand reportage lui est offert. Sujet au choix.

Un communiqué, pêché dans un petit périodique, annonce un congrès des éducateurs d'anormaux. Il part sur cette piste, se renseigne sur le sort des pauvres gosses, infirmes de l'esprit, « ratés de fabrication », qui traînent dans les rues et aboutissent immanquablement à l'hospice ou en prison. Pas d'établissements spécialisés pour les traiter, encore qu'on sache fort bien ce qui leur conviendrait. Il veut aborder « l'innombrable peuple des enfants martyres ». Hélas ! il y a peu d'institutions en France où il pourrait entrer en contact avec cet univers lamentable.

Il y a bien des « créateurs d'aurore », comme il appelle les fondateurs des institutions modèles de Genève, de Vienne, de Belgique... Mais les autres, « ceux de la nuit », ceux d'ici, qui laissent le « législateur sans âme » indifférent, maintiennent les maisons dites « de correction » d'où la sortie débouche sur le bagne pour les garçons et, pour les filles, en Centrale ou à la rue, ou au bordel (on a découvert que 60 pour cent des prostituées sont des débiles mentales).

Il commence quand-même par Paris, assistant aux consultations neuro-psychiatriques, et constate que quand le médecin avait pu déterminer un traitement, peut-être sauveur, l'établissement n'existait pas qui aurait pu l'appliquer. Et pas de centres, ni d'écoles.

Mais on dresse des fiches pour les statistiques. On se réunit en congrès. C'est tout. Ça ne va pas plus loin. La Centrale et l'asile des fous — ou le trottoir — recueilleront les enfants.

Danan ira voir fonctionner les institutions de Vienne « capitale de l'enfance » : Institutions de prévention, de dépistage, de cure, dont on ne pourrait même pas rêver ici. Un personnel enthousiaste d'hommes et de femmes « donnés à l'enfant comme des religieux à Dieu ». A Vienne on ne connaissait « que des enfants à réparer ». Pas de culs de basses-fosses comme ici, pas de préjugés et de cruelles routines. Et pas de spécialistes de bureaux ministériels bien planqués, bien payés. Notre auteur donna son reportage en dix-huit articles. Réunis, ils formèrent

un livre : **Mauvaise graine**, qui alluma chez des éducateurs, des magistrats, des pédiatres la vocation de l'enfant. « Ce livre est un service public », dira Léon Daudet.

Puis voici Danan en Belgique, à la prison-école de Merxplas. Il y a là des criminels de vingt ans dont le directeur dira « que leur sensibilité est en friche et qu'il faut débroussailler avec patience ». Cette maison « est plus chaude qu'un phalanstère de fraternité ». Les jeunes criminels ont leur Cercle et une revue littéraire : **les Chaînes brisées**, rédigée tout entière par des enfants.

Un jeune criminel, condamné à mort (en Belgique on n'exécute pas), est devenu un technicien en électricité en même temps que président du Cercle. Il s'emploie « à l'amendement individuel de tous ». Le directeur dira « qu'il l'aide à relever les autres... » (Le roi, sollicité pour lui accorder sa grâce, la refusera, alléguant l'opinion publique, en qui la notion de châtiment est intransigeante...)

Notre travail s'allongerait par trop si nous nous laissions tenter par d'autres récits — tellement attachants. Nous tournons avec regret les pages inoubliables qui les contiennent pour passer à l'enquête si serrée que Danan fit ensuite sur le bagne de Cayenne.

Il n'était pas le premier, comme on sait. Albert Londres et Jacques Dhur avaient déjà passionné un vaste public avec leurs reportages sur les bagnards. Mais c'est « du dedans » que Danan entendait voir, et à sa guise.

Son journal lui fit confiance. Il partit alors pour Saint-Laurent avec la ferme intention de dire autre chose que ce qui avait été dit. En arrivant, il dut résister au directeur des pénitenciers qui entendait que cet importun curieux, le journaliste, ne restât que quelques jours en ces lieux.

Mais le curieux ne voulut pas s'en laisser conter et même il obtint bel et bien, pour commencer les dossiers qu'il réclamait et que personne avant lui n'avait pu consulter. Là, il connut, en les étudiant, que certains condamnés morts au bagne « avaient été tués à petit feu avec un raffinement infernal » — par ceux qui étaient chargés de les garder, bien sûr. « La pire dégradation vient de l'homme, de se sentir maître du destin d'un autre homme. »

La méchanceté du surveillant militaire aux gros poings est bien connue, mais les chefs, plus cultivés (?), la contrarient rarement, ce qui nous fait douter de leur humanité — sauf exception. (Nous avons, au reste, bien des raisons pour cela, soit dit en passant.) Ainsi, un bagnard, docteur en médecine, lauréat de la Faculté, sollicita, en vain, un emploi d'infirmier ou même d'aide infirmier. Réponse du commandant : « Brangues sera maintenu dans son emploi de gardien de cimetière. » Interdiction lui est faite, aussi, de porter son titre de docteur. Un autre dut passer tout le reste de sa vie sur un îlot désert « où il recevait sa pitance au moyen d'un câble ».

On a de la peine à imaginer que des hommes aient pu concevoir de telles institutions, quoi qu'on dise de la nécessité de préserver la société qui, elle, se soucie assez peu de préserver l'homme... Passons.

Le lecteur suit avec tristesse la lamentable histoire des « assignés », forçats en cours de peine placés chez des particuliers (main-d'œuvre pas chère), puis des concessionnaires, exploitant un lopin de terre, et, enfin, des libérés, tenus à la résidence perpétuelle à la colonie et dont la condition était pire que celle des condamnés en cours de peine (beaucoup d'entre eux finissaient ravagés par la phtisie). Avec eux, Alexis Danan eut maints contacts. Ainsi, un certain père Maurice « pouvait vous citer d'affilée vingt noms de forçats tués sur les chantiers par des surveillants. Je lui dois beaucoup de terribles anecdotes sur le bagne. Je me suis acquitté en le faisant rentrer à Paris. Il a fini ses jours, aïeul à lunettes, dans une famille du Raincy qui, en échange du gîte et du couvert, lui demandait de veiller sur les études des enfants ».

En tournant les pages de **l'Epée du scandale**, on est tenté d'en conter toujours davantage. C'est pourquoi nous citons encore l'histoire de cette femme qui rejoignit son mari à Saint-Laurent pour s'évader avec lui. Elle avait amené leur fillette. Misère ! cachés tous les trois dans la brousse, la petite mangée par les moustiques, cria. Les gardiens qui cherchaient l'évadé le reprirent. On expulsa la femme...

Une autre, femme d'un escroc célèbre qui, étant allée retrouver au bagne son mari libéré, entreprit la culture maraîchère dans cette terre réputée impropre à ce genre de récolte. Les résultats qu'elle obtint semblaient comme une espèce de sorcellerie « à des gens qui depuis des siècles, rongés par le scorbut, se nourrissaient de conserves, de bananes et de rhum ».

Sur toutes ces horreurs, Danan, au retour, écrira cinquante-deux articles, après quoi il fait parvenir en haut lieu un rapport qu'un magistrat voulut bien considérer. Ainsi fut admis, d'abord, la suppression du « doublage » (résidence perpétuelle) et « éventuellement », lui dit-on, la suppression des pénitenciers de Cayenne, qui devint une réalité avec le gouvernement de Front Populaire.

* * *

En 1934 a lieu la révolte des colons de la maison de correction de Belle-Ile. Deux surveillants, deux brutes, avaient puni un colon à leur manière en lui écrasant la face et le corps à coups de talon. Les colons, pourtant habitués à ce genre de douceur, réagirent en cassant tout, y compris portes et fenêtres, et se répandirent au dehors. Le tambour de ville annonça aux modestes estivants de l'endroit qu'une prime de vingt francs serait offerte pour tout enfant capturé. Tout le monde se mit à la chasse aux enfants. Ce fut, dit l'auteur, « une joyeuse compétition ». Certains firent de bonnes affaires et même figure de héros (que de canailles chez les honnêtes gens !).

Enfin, tous les mômes furent repris...

* * *

A Cayenne, d'où il venait de revenir, Danan avait beaucoup entendu parler de la « correction » par des hommes déjà vieux, « qui avaient conscience d'avoir perdu leur vie parce qu'ils avaient perdu leur enfance ».

Belle-Ile, Mettray, Eysses, ces souvenirs de la maison de correction les empoisonnaient, ne passaient pas, engendrant la haine qui les empêcherait toujours « de composer avec le monde des adultes ennemis ». Le bagne ? C'était la suite de la pourriture du départ, de l'enfance « comme jetée aux bêtes ».

Ce besoin d'apaisement par la haine, c'est l'anarchiste Jacob qui le lui avait fait comprendre, car celui-ci, grâcié, le reçut dans sa pauvre maison du Berry. A l'âge de quinze ans, et simplement parce qu'il lisait des brochures de propagande libertaire, Jacob fut condamné, puis, ayant purgé une peine de prison, se vit congédié par tous ses patrons que les fréquentes visites des gendarmes indisposaient.

Alors ce fut le règlement de comptes avec l'ordre social, sa police, ses mouchards. « Il ne faisait rien d'autre, dit Danan, que répondre à une provocation. » C'est bien notre avis.

Il constitua alors une bande « qui fit trembler la France ». Toute la France bourgeoise, dirons-nous, car l'autre, l'exploitée, n'avait rien à craindre. Seuls les comblés de la foire d'empoigne étaient cambriolés et les « bénéfices » allaient à la propagande anarchiste. « Il fut envoyé au bagne pour la vie, à dix-neuf ans. » Il en revint, pourtant, non vaincu.

Alexis Danan, qui fut son dernier hôte, nous parle de Jacob avec une sympathie qui lui fait honneur : « Sa jeunesse perdue, il l'a fait payer aux voleurs un bon prix. Puis il a fini à l'heure de son choix, dans sa modeste maison, toute lambrissée de livres. »

* * *

Quand ils parlaient de la maison de correction, tous les bagnards étaient du même avis : « Là-bas, c'était bien pire. » La description du régime de « redressement » était à donner le cauchemar : « cette jeunesse n'avait contre elle que de n'être pas aimée ».

Selon un président de la Cour de Cassation : « On peut dire que toutes les fois qu'un magistrat envoie un enfant en maison de correction, il éprouve le regret de le vouer à une perdition définitive. » On n'est pas plus clair, ce qui fait dire à l'auteur : « On n'a pas idée du nombre de cadavres qui circulent, fardés des couleurs de la vie, dans le monde des vivants. »

Quand, dans un journal, Danan posa la question : « Qu'est-ce au juste que les bagnes d'enfants ? » les gens « d'en haut » se tinrent cois, d'abord. Puis on l'accusa de publier des lettres « de résidus de maisons de correction ». Il passa outre. Il visita, en Haute-Vienne, une maison de « filles à redresser ». Maison très accueillante avec cellules souterraines et camisoles de force (et parfois viol par les maris des surveillantes).

Un jour un lecteur le défie d'aller voir une maison dirigée par des bonnes sœurs. Il y va et donne à croire à « la mère », « replète et décorée », qu'il est de son côté. « Quel scrupule pouvais-je avoir à la trahir, elle qui trahissait si allégrement dans cet enfer pour enfants son Dieu d'amour ? »

Il pourra ainsi se faire révéler les atroces traitements infligés aux gosses. L'un consiste, par exemple, à charger un enfant avec des biches tenues entre les bras pendant un temps indéterminé. C'est ingénieux. Quand l'enfant fléchit, écrasé, il est relevé à coup de bâton. L'auteur nous décrit toute une variété de supplices du même genre que doivent subir les colons. Leur âge ? il en a vu un de quatre ans ! Ces petites sœurs du Christ sont des éducatrices admirables !

Accroché à cette noble cause, Danan, voulant connaître **tous** les bagnes d'enfants, les visita. Si ses campagnes, visant leur suppression, lui valurent d'innombrables témoignages de sympathie d'anciens martyrs, il dut aussi comparaître plusieurs fois devant des juges. Dame on n'aima pas, en haut lieu, que « l'ordre » établi soit troublé. Tant pis pour ceux qui en crèvent, même si ce sont des enfants.

Il n'empêche qu'il obtint qu'un ministre — s'il vous plaît — se rendît à la maison d'Eysses et vît de ses yeux la sinistre cellule 19, qu'on essayait de lui cacher : un trou sous un escalier où le puni devait rester plié en deux, dans une obscurité totale, à même le sol, pieds et poings dans les fers. « Et laper sa soupe comme un chien. »

Nous devons nous retenir de tourner encore les pages de ce livre courageux car notre papier est déjà bien long. Pourtant que de choses il resterait à dire !

Les bagnes et les prisons d'enfants fermés grâce à ses vigoureuses campagnes qui firent une impression énorme, Danan prit en main la cause du régime de l'adoption, et pas seulement théoriquement. Il y œuvra lui-même mettant en rapport parents adoptifs et naturels. Aujourd'hui, une partie des huit mille enfants qui sont abandonnés chaque année sont sauvés de l'Assistance publique — qui est ce qu'elle est...

Dans des chapitres passionnants, qu'il faut lire, il nous conte comment il créa la « Chaîne d'Amour », œuvre d'entraide (comme l'Evangile, dira une correspondante), dont le destin était sous sa présidence.

Ce livre n'est pas celui d'un homme qui bâtit sur du vent. Lisez-le. Et vous verrez que **l'Epée du scandale** a eu raison contre son temps, contre l'injustice et la cruauté.

(1) Robert Laffont, éditeur. Ce livre est en vente à *La Tribune de l'Enfance*, que dirige Alexis Danan. Prix 10 francs, C.C.P. 833-32-Paris (9, cité Trévise, Paris-9e).

BEN BELLA

S'EN VA-T-EN GUERRE

Plus de 2 millions de chômeurs pour une population de 10 millions d'habitants, ce qui donnerait 9 millions et demi en appliquant ce pourcentage à la population française ; la diminution constante de la production agraire, la faim dans les villes et la gêne dans les campagnes ; l'effondrement immédiat si les vivres envoyés par les U.S.A. ne maintenaient pas trois habitants sur dix, et si le gouvernement français ne soutenait pas, financièrement, le régime benbelliste, tant par les sommes remises directement que par les envois d'argent des travailleurs algériens résidant en France et beaucoup plus nombreux aujourd'hui qu'hier, malgré la « libération » de leur pays ; ajoutons les persécutions contre tous les anciens camarades de combat en désaccord : telle est aujourd'hui la réalité algérienne dominante.

Mais réjouissons-nous, il y a une compensation : Ben Bella est en train d'organiser une armée moderne. La presse nous a informés suffisamment pour que nous puissions en douter. Dans son voyage à Moscou, le maître de l'heure, qui mange à tous les râteliers, et qui prône autant de Gaulle que Khrouctchev, a obtenu, sinon du blé — et de la viande les U.S.A. lui en fournissent — du moins des armes. Les chars d'assaut et les avions les plus modernes, comme n'en ont pas même les pays satellites. Son but est de constituer une armée ultra-moderne de 80.000 hommes. Au prorata français, cela ferait environ 360.000 hommes. Contre qui cette armée ? Contre le Maroc, le Congo, la Mauritanie, la Tunisie ? Contre les mécontents s'ils constituent un danger ? Contre le peuple s'il se lasse de sa liberté famélique ? Contre tout cela à la fois. Il est beaucoup plus facile d'organiser une armée que l'industrie. Et l'adjudant français d'hier deviendra sans doute général en chef dans l'armée de l'Algérie de demain.

LE MARXISME ET SES ERREURS

Philippe VERNE

V

(Conclusion)

Au terme de cette étude succincte, limitée par le cadre même de notre revue, on doit donc admettre l'évolution sociale intervenue depuis un siècle, Si le capitalisme libéral s'est organisé pour se défendre, il faut reconnaître aussi que, sous l'action conjuguée ou éparse des partis ou mouvements socialistes de toutes tendances, des syndicats, des sociétés coopératives et mutualistes et des associations diverses, il a été obligé de lâcher du lest et de satisfaire peu à peu les revendications qui lui étaient présentées ; dans ce domaine, ce fut une lutte permanente avec ses périodes de progression, puis de stagnation ou de régression, avant un nouvel élan.

Parmi les réalisations obtenues, on peut citer les principales qui ont amélioré progressivement le sort des travailleurs et l'ont rendu supportable : allocations familiales, semaine de quarante heures, congés payés, sécurité sociale, régime de retraites qui va s'améliorant, accession à la propriété d'un pavillon ou d'un appartement, confort domestique.

Sans doute ces réalisations ont été obtenues aussi grâce au progrès technique, à la production de masse et à la nécessité d'écouler celle-ci. Sans doute aussi certaines de ces réalisations sont encore imparfaites et nécessitent des réformes ; il en est ainsi de toute œuvre humaine.

Mais seuls des aveugles, des partisans de mauvaise foi ayant des œillères pourraient nier cette évolution intervenue au sein même du capitalisme, qui devait au contraire amener la paupérisation des masses selon la doctrine marxiste.

Cependant, que cette constatation, qui n'est qu'honnêteté intellectuelle et morale, ne fasse pas croire que j'approuve pour autant le système capitaliste actuel et les exploitations multiples qu'il a engendrées.

Je suis, au contraire, contre l'exploitation de l'homme par l'homme, dont le capitalisme privé occidental et le capitalisme d'Etat russe ne sont que deux formes différentes. Mais nous ne voulons pas sortir du capitalisme privé pour tomber dans les errements d'un collectivisme étatique autoritaire, conséquence inévitable du marxisme.

Nous autres, socialistes libertaires, pour éviter la dictature d'une soi-disant « élite » du prolétariat, sommes pour l'organisation économique par les conseils d'ouvriers et de paysans et les fédérations d'industrie ou d'agriculture. Nous sommes pour l'organisation administrative par les conseils communaux et les fédérations régionales, nationales et internationales des communes, telles qu'elles ont été définies par Pierre Besnard dans son livre **le Monde nouveau** (éditions La Ruche Ouvrière, 10, rue de Montmorency, Paris-3e).

L'avenir, d'ailleurs, se chargera de rendre son verdict. Le problème est de savoir si, dans l'état actuel de l'évolution des pays capitalistes occidentaux, les masses laborieuses sont suffisamment unies et possèdent le « tempérament révolutionnaire » nécessaire pour renverser le système capitaliste et instaurer le socialisme scientifique marxiste ou le socialisme libertaire ?

Je prétends, et les exemples russes, chinois, africains, sont là pour confirmer cette opinion, que seuls la misère physique ou morale, la faim, puis le besoin de liberté, sont les ferments nécessaires à toute révolution. Si la théorie marxiste de la paupérisation des masses s'était révélée juste, alors les conditions de la révolution auraient été réunies. Mais comme l'évolution sociale prouve que, depuis un siècle, les conditions de vie des travailleurs, en tout cas d'une bonne partie du prolétariat, se sont améliorées, l'embourgeoisement inévitable qui en a été la conséquence est absolument antirévolutionnaire. On ne se révolte pas quand les conditions de vie sont acceptables.

Seule alors une minorité plus lucide décèle les défauts persistants du système capitaliste et continue de lutter pour une société idéale. Il suffit de regarder autour de soi pour constater que la combativité ouvrière est plutôt tiède, pour ne pas dire inexistante. On pense davantage au programme de télévision, au match de football, à la sortie dominicale en voiture, aux vacances. Qu'on ne me fasse pas dire que ces préoccupations sont un mal en soi. Il est normal de chercher à se distraire et à oublier les soucis quotidiens. Le mal, c'est de ne penser qu'à cela !

Mais ces constatations ne doivent pas nous faire verser dans le pessimisme. Car l'évolution qui s'est produite depuis un siècle se poursuivra, même en s'accélérant, je crois. Le niveau intellectuel de la masse s'élève. Si on ne lit pas beaucoup plus qu'auparavant, les publications sont beaucoup plus nombreuses, et le public est de plus en plus sollicité, absorbé même par la presse, la radio, le cinéma et la télévision. Les moyens d'information étant plus nombreux, il faut véritablement mettre de la mauvaise volonté pour ne pas être au courant des événements nationaux et mondiaux. Les jeunes générations qui montent paraissent impatientes de vivre plus librement, et ne manqueront pas de bousculer les fossiles qui s'opposeront à leurs ambitions et à leurs exigences d'une vie meilleure. Même en Russie, lorsque les jeunes générations remplaceront les partisans de la Révolution de 1917, il est possible qu'une évolution libérale se produise, surtout si la coexistence pacifique internationale se maintient. Le règne de Krouchtchev succédant à celui de Staline marque déjà un progrès sur ce chemin.

Que faire alors en Occident pour progresser sur la route qui conduit à la révolution sociale intégrale puisque le prolétariat moyen, engourdi dans un confort relatif, manque de la combativité nécessaire ? La grande ennemie de la classe ouvrière étant son ignorance des divers problème humains, c'est donc la tâche d'éducation qu'il faut poursuivre sans relâche en combattant surtout les dogmes sociaux, politiques, religieux, les préjugés, les tabous, la routine qui la maintiennent prisonnière. Mais cette éducation doit être une œuvre de vulgarisation populaire, condensant, simplifiant les thèmes essentiels. Un ouvrage de haute portée philosophique, émaillé de mots savants et scientifiques, est peut-être remarquable, mais il n'a aucune chance de participer à cette œuvre d'éducation de la masse, car il est totalement incompréhensible pour elle.

C'est donc en employant des mots simples, c'est en apportant des faits, des arguments irréfutables, que nous ferons progresser la vérité et dissiperons l'erreur. C'est en luttant toujours pour plus de justice sociale, pour plus d'égalité économique, que nous ferons naître dans le cœur des plus malheureux du bas-prolétariat l'espoir d'une vie meilleure et la volonté de combattre.

Philippe VERNE.

AUTOUR DE L'ETAT

Gaston LEVAL

Reprenons quelques exemples dans l'histoire. Quand il se réfère à l'Egypte, Elisée Reclus expose que l'organisation de l'agriculture, par l'utilisation des eaux du Nil, fut, à l'origine, due à l'initiative des riverains, qui prirent les mesures indispensables afin d'assurer l'utilisation des eaux et qui s'organisèrent dans une certaine mesure pour assurer l'irrigation des terres. On peut ajouter que, dans l'immense majorité des cas, il en fut ainsi partout de toutes les activités économiques. Ce n'est pas l'Etat, j'insiste sans arrêt sur cette question, qui a créé l'agriculture, donné naissance à la domestication de certains animaux sauvages, organisé l'élevage, innové les moyens de transport, construit la roue ou fabriqué le premier collier de cheval ou le premier moulin à vent dont l'utilisation fut un si grand pas dans les moyens matériels de travail utilisés par l'homme. Dans les grandes lignes, l'argument est sérieux de ceux qui, parmi les libertaires, ont dit et répété que l'Etat n'a fait que profiter des créations de l'initiative privée pour s'en servir.

Mais les choses ne s'arrêtent pas là. Quand la population des bords du Nil atteignit une certaine densité et qu'il fallut, par une organisation plus poussée, plus étendue, assurer de plus fréquentes ou abondantes récoltes, l'organisation de l'irrigation sur une très vaste échelle s'imposa, afin d'utiliser toutes les eaux disponibles et de la manière la plus rentable. Et ce fut l'Etat qui s'en chargea. Pour cela, certes, il s'appropria les terres et devint le maître de l'économie ; ses fonctionnaires dominèrent l'organisation d'ensemble. « Roi de l'eau, écrivent A. Moret et G. Davy, Pharaon personnifie, à l'imitation d'Osiris, dieu du Nil et de la végétation, le « premier flot d'eau de la crue », on l'appelle « celui qui donne l'eau à la terre », et même dans le désert l'eau surgit à sa voix dès qu'il l'appelle. Au moment critique où le Nil presque à sec semble se perdre dans les abîmes du monde inférieur, Pharaon jette au fleuve l'ordre de commencer la crue, et l'inondation se produit incontinent. Chaque année, l'administration royale étudie dans quelles conditions la crue se produit et note la hauteur de l'eau en coudées et en palmes, observations que la pierre de Parme nous a conservées pour les premières dynasties.

» Roi des moissons, Pharaon inaugure les grandes périodes des travaux agricoles, défrichant la terre avec le hoyau, ouvrant à la pioche les canaux d'irrigation, coupant de sa faucille les premières gerbes. Sur une masse d'armes d'Hiérakonpolis, nous voyons le roi scorpion creuser de sa main une tranchée d'irrigation. Ménès, au témoignage d'Hérodote, n'avait pas de plus beau titre de gloire que d'avoir protégé le Delta, par une grande digue, des crues trop abondantes. Le roi met au premier rang de ses préoccupations la culture du sol, les récoltes, la conservation des grains dans de solides greniers et la conservation des bestiaux. Sous les premières dynasties, l'administration royale fait à dates régulières « le recensement des champs et du bétail », répartit la terre pour la culture entre des équipes de travailleurs et finit par installer un contrôle si rigoureux et si efficace que toutes les propriétés particulières disparurent et que le sol entier de l'Egypte fut le domaine du roi. »

Sans nous laisser entraîner davantage aux considérations d'ensemble qui prouvent que — contrairement aux thèses marxistes — le politique a, dans maintes occasions et depuis longtemps, dominé l'économique et l'Etat la forme de propriété (il y a maints autres exemples d'immense importance dans l'histoire), nous voyons que la coordination de l'économie avait été, dans les longues périodes de la vie égyptienne, l'œuvre de l'Etat ; et cette œuvre, cette coordination qui allèrent de pair avec le développement et l'apogée de la civilisation égyptienne furent, dans ces périodes, nécessaires. Nous n'ignorons pas les aspects négatifs et qui contribuèrent à la décadence de l'Egypte, de cette étatisation, mais toujours est-il que l'organisation d'ensemble de l'économie fut utile dans les périodes de référence et qu'elle ne fut pas seulement l'œuvre de l'entraide naturelle ni de la cordination des activités spontanées des citoyens qui semblaient incapables de telles réalisations.

Si nous prenons la Grèce, nous constatons que la période la plus brillante de sa civilisation, de son génie créateur tant dans les arts que dans les sciences et dans la pensée, celle où l'on peut avec le plus de raison parler de « miracle grec », est celle qui correspond à ce qu'on appelle aussi le « siècle de Périclès » ; c'est-à-dire la période où un homme, tout en se réclamant du parti démocrate, et en étant certainement démocrate de cœur, imposa par voie gouvernementale des méthodes, des comportements collectifs, des normes de rapports entre les villes toujours en lutte les unes contre les autres ; et c'est de ces luttes continuelles que la nation grecque, qui précisément ne fut jamais organisée en structure étatique, finit par mourir.

Nous avons trop schématisé l'histoire, en lançant des formules qui, par commodité et confort intellectuels dans certains cas, par méconnaissance dans d'autres, nous ont empêchés et nous empêchent de voir les divers aspects de problèmes aussi complexes et aussi vastes. Tant de facteurs divers et contradictoires, tant d'aspects inattendus frappent celui qui s'efforce de connaître toujours davantage que seuls peuvent prétendre résumer ces questions en une sentence ou une affirmation lapidaire ceux qui ont plus besoin de croire que de savoir.

Pourquoi Bakounine pensait-il que l'Etat a été « un mal historiquement nécessaire » ? A mon avis, parce que, pour lui, la constitution de grands conglommérats humains, comme sont devenues les nations, les pays au vaste sens que nous donnons à ce mot, ont été et sont nécessaires au progrès de notre espèce, et que les peuples, par eux-mêmes, se sont montrés incapables de prendre ce chemin (1). L'unification de ces peuples a été et est une nécessité de l'évolution, parce que grâce à elle les rapports indispensables au développement de la culture, des connaissances, des acquisitions techniques, des fruits du travail et des matières premières, l'échange des idées, la communication des découvertes, la collaboration dans les recherches n'auraient pu avoir lieu. Et presque toujours ces rapports multiples, que l'on peut étendre à toutes les activités utiles, ont été facilités par l'établissement de grands ensembles géographiques et humains dont les peuples étaient incapables.

Kropotkine nous a montré, avec raison, que l'organisation de base ou fragmentaire des populations fut un fait naturel dans le clan, dans la tribu, dans les phratries, dans les villages et la commune villageoise, dans les villes libres, dans les corporations, et une multitude d'organisations constituées par les hommes, comme fruit de l'exercice et du fonctionnement naturel de leurs activités. Et la leçon qui se dégage des enseignements de son beau livre **l'Entraide** est que l'organisation sociale est parfaitement possible sans Etat, sans organismes politiques spécialement constitués. Je crois que sa thèse est juste et je regrette toujours de n'avoir pas le temps de la développer davantage, à l'échelle correspondant aux rapports humains de notre époque. Mais il faudrait dépasser Kropotkine lui-même parce que tout ne s'arrête pas là. Les clans et les tribus présentent trop souvent le spectacle de leurs antagonismes permanents, de leurs guerres incessantes (voir entre autres, à ce sujet, le tome 11 de la **Géographie universelle** d'Elisée Reclus). Les fédérations de tribus ont été rares et généralement épisodiques. D'autre part, ce ne sont pas seulement les villes de la Grèce antique qui nous montrent le spectacle de leurs déchirements continuels : ce sont celles de la Perse, comme ce sont, plus près de nous, celles du Moyen Age et de la Renaissance. Le progrès humain, reflet des enseignements venus d'Orient et du développement naturel de l'esprit et de l'initiative des hommes, a pu, comme le montre aussi Kropotkine dans sa brochure, si substantielle mais si insuffisante, **l'Etat, son rôle historique**, se développer pendant les siècles XI, XII, XIII, XIV, à l'ombre des beffrois ; mais à la fois, dans l'ensemble, les luttes inexpiables des villes, leurs rivalités implacables ne peuvent que conduire à des conclusions pessimistes, surtout lorsque l'un des buts que l'on poursuit est la fraternité universelle.

Prenons le cas concret de la France. L'unification politique de ce pays a-t-elle, même du point de vue humain, constitué un progrès ? Serait-ce un progrès que de retourner aux anciennes divisions en provinces indépendantes et hostiles que ce pays a connues pendant des siècles ? Serait-ce un progrès que revenir à la floraison de dialectes ou de langues qui, hier, divisaient les peuples qui constituaient ce qu'on appelait le royaume de France ? Le serait-ce que l'Espagne redevienne « les Espagnes » avec une dizaine de gouvernements indépendants et un nombre de « langues » correspondant ?

Historiquement, l'unité italienne pour laquelle lutta Garibaldi fut un pas en avant, car elle impliquait le rejet dans le passé des modalités et des structures féodales. De même, l'unité relative de l'Allemagne est préférable, du point de vue humain, à une série d'Etats indépendants les uns des autres et si souvent rivaux, comme ce fut le cas avant les invasiones napoléoniennes.

L'internationalité, conçue comme une fusion des nations et des peuples, est un stade progressif. La France féodale ne nous apparaît pas seulement rébarbative par ce qu'il y avait en elle de retardataire du point de vue social, mais encore parce que les divisions étaient — et son toujours — un obstacle au progrès rapide de l'esprit humain.

---

(1) Ajoutons que les peuples ont, le plus souvent, adhéré aux entreprises des rois centralisateurs pour se soustraire à la domination des hobereaux, des seigneurs féodaux, des despotes locaux et régionaux qui les spoliaient et opprimaient abominablement. Certes, il eût été préférable qu'ils fussent capables de s'organiser par eux-mêmes, de se fédérer, d'établir des rapports économiques et sociaux — politiques aussi peut-être — et de se passer d'un Etat développé à l'échelle nationale dont ils attendaient une coordination qu'ils sentaient ou savaient nécessaire. Mais l'étude de l'histoire nous montre qu'ils étaient incapables de concevoir, et moins encore d'entreprendre et de mener à bien de telles réalisations. Quel pourcentage d'hommes du peuple admet aujourd'hui même que cela soit possible ? Par rapport à *l'anarchie féodale*, selon le langage des historiens, aux luttes des villes entre elles, l'Etat centralisateur apparaissait souvent comme un facteur de pacification nationale dans l'espoir des populations. Après sont apparues les déconvenues. Mais dans bien des cas, sur le chemin de l'unité, l'étape étatiste a sans doute été fatale, du point de vue qui nous occupe.

Il y eut des cas de divisions politiques qui tendraient à prouver le contraire. Mais là aussi il ne faut pas s'arrêter à l'aspect superficiel des choses. La Grèce n'était pas un Etat, bien qu'elle fût une nation progressive... à l'époque considérée. Mais elle fut aussi une nation maritime, et son influence, ses contacts s'étendirent librement grâce à la facilité des communications et un essaimage qui constitua, à l'Orient et à l'Occident, la Grande Grèce et facilita le contact par les villes ainsi constituées. Mais dans une grande aire géographique où domine, comme dans presque tous les cas, le facteur continental, la situation est différente.

Aujourd'hui, la rapidité des moyens de transport, leur extrême facilité pallient les difficultés connues autrefois. Mais nous pouvons constater que la culture, la science et toutes les manifestations du génie humain progressent très vite grâce aux possibilités de contact permanent qui font qu'une découverte, une invention faite sur un point du globe non isolé par un régime politique concentrationnaire répercute immédiatement dans tous les cabinets des savants ou tous les laboratoires.

Oui, la permanence et l'importance des contacts humains ont constitué un facteur primordial de progrès, et en ce sens, dussé-je être accusé d'hérésie, je dis que souvent les rois unificateurs ont, **en partie**, compensé par un rapprochement utile, même s'il fut forcé, le mal qu'ils ont fait sous d'autres rapports. Les choses ne sont simples que pour qui ne les approfondit pas.

Or, cette œuvre d'unification relative a été celle de l'Etat. En abattant les barrières qui séparaient les peuples, pour agrandir leur royaume et satisfaire leurs ambitions, les Louis le Gros, les Louis XI, les Philippe Auguste, les Louis XIV, les Bismarck, ont facilité ou provoqué ces rapprochements humains. Nul doute que c'est à cela que pensait Bakounine, et nous n'avons pas le droit d'ignorer cet aspect de l'histoire.

S'ensuit-il que je prenne la défense de l'Etat ou que j'hésite en ce qui concerne l'avenir ? J'ai déjà dit qu'il n'en était pas ainsi. Je crois même que la lutte doit être menée plus encore contre l'étatisme que contre le capitalisme privé, car il représente pour l'avenir un danger plus grave. Mais je refuse de fermer les yeux devant des vérités évidentes, dont l'ignorance nous empêche d'être compris par ceux à qui nous nous adressons et de nous préparer pour influencer heureusement l'évolution de la société dans le sens que nous croyons le plus nécessaire.

Il y a une quinzaine d'années, j'ai publié dans **le Libertaire** une assez longue étude intitulée « la Révolution sans Etat ». Le premier chapitre s'intitulait « Du rôle utile et du remplacement de l'Etat ». Cette audace provoqua des réactions défavorables. Pour le libertaire classique, l'Etat n'a jamais joué, ne joue qu'un rôle néfaste ; et il ne s'agit donc pas de le remplacer, mais simplement de le détruire (ce que j'ai dit moi-même pendant assez longtemps).

Mais, et ce fut le sujet des chapitres qui suivirent, le fait est que l'Etat a fondé, historiquement, l'ensemble des grands services publics étendus à toute la nation ; que dans un pays comme la France les routes, les canaux, instruments de progrès indispensables, ont été à peu près tous, toujours quand il s'agissait d'entreprises menées sur une vaste échelle, son œuvre ; que l'instruction publique, les services de salubrité l'ont, en grande partie, et continuent de l'être ; que bien d'autres travaux — le reboisement, l'adduction d'eau potable, le défrichement de terres nouvelles, la création d'industries dans les nations d'Amérique du Sur et du Centre et combien d'autres activités d'une importance énorme — dépendent de lui. Aujourd'hui, dans les nations nouvelles d'Afrique, ce sont les gouvernements qui prennent, ou ne prennent pas, les initiatives permettant de développer l'économie, la formation de personnel technique, l'organisation de cultures ou d'industries nouvelles. On peut objecter tout le gaspillage, le pullulement bureaucratique, le parasitisme que nous avons souligné dans ces colonnes. Le malheur est que, par elles-mêmes, les populations ne sont capables de rien entreprendre, comme celles d'Egypte, du Moyen Age et de la Renaissance furent incapables de se réunir sur une vaste échelle.

Aujourd'hui même, en France, c'est l'Etat qui prend des initiatives de décentralisation (après avoir favorisé la centralisation pendant des siècles) ; aux Etats-Unis, c'est le gouvernement fédéral qui lutte contre la ségrégation raciale, en envoyant, s'il le faut, des troupes dans les Etats scissionnistes, c'est lui qui fit la Guerre de Sécession pour abolir l'esclavage. Lorsque Danton disait qu'après le pain l'instruction était le premier besoin du peuple, il parlait en homme d'Etat et exprimait sa pensée propre d'homme d'Etat.

C'est donc une double erreur que se prononcer d'une façon unilatérale sur d'aussi graves problèmes. Et voir uniquement en de nombreuses personnes, pour qui une organisation coordonnée des activités générales implique un ensemble d'institutions qui constituent un Etat, des gens opposés à l'esprit libertaire ne facilite pas une compréhension réciproque et maintient ou provoque des quiproquos que nous devons éliminer le plus possible si nous ne voulons pas nous condamner à n'être jamais compris.

Pour moi, il n'y a pas Etat si n'est pas constitué la « superstructure parasitaire » dont parlait Marx dans son opuscule sur la Commune ; s'il n'y a pas gouvernement politique, même élu au suffrage universel et disposant de forces répressives lui permettant de s'imposer à la société ou à la population ; s'il n'y a pas dans l'organisation publique les institutions de domination autoritaire (armée, police, magistrature, etc.), permettant à cette organisation publique de s'imposer à la société. J'admets qu'il n'est pas toujours facile de délimiter ces choses : c'est un travail d'approfondissement nécessaire, mais le seul emploi du mot Etat suffira toujours pour faire basculer les institutions publiques, les services administratifs de caractère général du côté de l'étatisme traditionnel. Il détermine un état d'esprit. C'est pourquoi l'emploi du mot m'apparaît dangereux.

LE CLERGÉ CATHOLIQUE
A LA VEILLE DE 1789

Des revenus du clergé séculier, l'aristocratie ecclésiastique prenait une grosse part. La mense épiscopale de 130 archevêques et évêques de France, abstraction faite de la Corse, consistait en rentes foncières, dîmes et redevances féodales, qui, d'après les indications de l'*Almanach royal,* de 1789, rapportaient 5.600.000 livres. La somme totale était répartie très inégalement entre les prélats. D'après le même *Almanach,* l'évêché de Strasbourg rapportait 400.000 livres ; l'évêché de Vence, 7.000, et l'évêché le plus pauvre, celui de Nebbio, en Corse, 4.000 livres. Entre ces extrêmes, et sauf Digne, un bourg, Saint-Paul-Trois-Châteaux, un village, et Glandève, qui n'était qu'une maison, il n'y avait presque pas un siège qui rapportât moins de 10.000 livres. De très petites villes : Fréjus, Sisteron, Riez, Rieuw, Saint-Pons, Saint-Papoul, Lombez, Senez, Alet, avaient des évêques bien rentés. L'évêché de Comminges, dont le siège était Saint-Bertrand, et celui de Conserans, dont le siège était Saint-Lizier, rapportaient, celui-ci 24.000, celui-là 60.000 livres ; Mende valait 40.000 livres. Les évêchés les mieux dotés, après celui de Strasbourg, étaient Metz, 120.000 livres ; Beauvais, 96.000 livres, et Verdun, 74.500 livres.

Il y avait des archevêchés moins bien pourvus que les riches évêchés : Aix, 37.400 livres ; Arles, 42.000 livres ; Embrun, 22.000 livres ; Vienne, 35.000 livres. Mais la plupart des archevêchés s'échelonnaient entre 40.000 et 70.000 livres, et quelques-uns étaient encore plus riches : Rouen avait 100.000 ; Toulouse, 90.000 ; Albi et Auch, chacun 120.000 ; Narbonne, 160.000, et Paris, 200.000 livres.

Les titulaires se faisaient, par surcroît, attribuer en commende (1) des abbayes et ils obtenaient une mense abbatiale proportionnée à leur mense épiscopale : aux meilleurs évêchés, les meilleures abbayes. Montazet, archevêque de Lyon, touchait par surcroît 50.000 livres de rentes ; Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, 55.000 livres ; Rohan, évêque de Strasbourg, 60.000 livres ; Bernis, archevêque d'Albi, 100.000 livres ; Brienne, archevêque de Toulouse, 106.000 livres ; Dillon, archevêque de Narbonne, 120.000 livres ; La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, 130.000 livres. C'était un supplément de 1.224.800 livres réparti entre 15 archevêques et 79 évêques. L'archevêque de Paris était le seul prélat à qui l'usage interdisait le cumul des bénéfices ; il est vrai que ses revenus, estimés 200.000 livres, étaient réellement de 400.000.

C'est qu'en effet la valeur déclarée des revenus épiscopaux était inférieure à leur valeur réelle de moitié au moins, et quelquefois de beaucoup plus. L'évêché de Troyes, au lieu de 14.000 livres, rapportait 70.000 livres ; l'évêché de Langres, 130.000 livres au lieu de 52.000 ; l'évêché de Strasbourg, 600.000 livres au lieu de 400.000 ; l'archevêché d'Albi, 213.368 livres au lieu de 120.000. L'abbaye de Jumièges valait 50.000 livres et non 23.000 ; Saint-Faron, 120.000 et non 18.000 ; Saint-Germain-des-Prés, 235.935 et non 130.000 ; Saint-Wast, d'Arras, 300.000 et non 40.000 ; Saint-Armand (en Hainaut), 100.000 et non 6.000. Il est vrai que les évêques avaient à payer leur mense de pensions et qu'ils ne disposaient pas toujours de toute la mense des abbayes qui leur avaient été attribuées, mais, même après déduction de ces charges, le revenu réel demeurait supérieur au revenu déclaré. D'ailleurs, les évêques ainsi grevés recevaient en compensation des pensions sur d'autres menses épiscopales ou abbatiales. C'étaient des comptes très enchevêtrés ; mais à voir ainsi s'enfler les chiffres épiscopaux et abbatiaux, on comprend que le marquis de Ferrières ait pu écrire dans ses mémoires que tous les évêques « avaient 100.000 livres de rentes, quelques-uns 200, 300 et jusqu'à 800.000 ». Il n'exagérait que pour un petit nombre.

(Albert Carré, dans *Histoire de France,* de Lavisse et Rambaud.)

---

(1) *N. de la R.* — Usufruit d'une abbaye, accordé par le pape.

ENQUÊTE
sur la LUTTE des CLASSES
Réponse de G. L.

Avant tout, et pour éviter toute interprétation erronée, je dois dire — tant pis si je parle de moi, à mon corps défendant — que je suis un salarié, un salarié dont la retraite sera si exiguë qu'il devra continuer de travailler jusqu'à la fin de ses jours, tant ce qu'il recevra sera loin de lui assurer le minimum vital, et qui vit constamment préoccupé de savoir s'il sera aujourd'hui, demain, après-demain, appelé par une maison éditoriale ou une autre pour corriger un livre et travailler assez pour assurer, de semaine en semaine, ses moyens d'existence et ceux de sa compagne. Ma pensée, que j'expose succinctement par la suite, n'est donc pas influencée par une situation personnelle de privilège ou d'individu embourgeoisé, comme certains pourraient le supposer, et le supposent dès qu'on ne partage pas leur point de vue.

Ceci dit, je réponds à l'enquête lancée dans cette revue.

Que nous le déplorions ou non, la lutte de classes ne revêt plus, maintenant, dans les nations qui ont atteint au développement économique moderne, l'importance qu'elle a revêtue à d'autres époques de l'histoire humaine. Elle ne fut du reste jamais, quoi qu'en ait dit Marx, le moteur essentiel de l'histoire. Qu'elle ait eu lieu, cela était inévitable, car il y a fatalement opposition, plus ou moins intense, plus ou moins larvée, entre riches et pauvres. Mais outre que cette opposition fut et est encore très inégale — rien n'est uniforme — elle n'a pas été non plus la seule source de combat pour plus de justice, d'humanité, de liberté.

Lorsque nous récapitulons sur la condition de vie matérielle des travailleurs, lorsque nous lisons, dans Taine ou dans La Bruyère, quelle était la situation horrible de la masse des paysans français avant 1789, lorsque nous voyons, d'après les économistes de la première moitié du XIX[e] siècle, quel était le sort des ouvriers de l'industrie en France, ceux de la fabrique ou ceux de la mine, et que nous les comparons à ce qu'il est maintenant, nous ne pouvons nier, sensément, qu'une évolution progressive a eu lieu, que le pouvoir d'achat des salaires est incomparablement supérieur, et que les différences de niveau d'existence entre les classes se sont largement atténuées. On peut nous rétorquer que le montant des bénéfices touchés par les grands capitalistes est proportionnellement aussi important, sinon plus, par rapport au montant du salaire d'un travailleur moyen, qu'il n'était il y a un siècle. Mais d'abord il faut le prouver, chiffres en main. Ensuite, cela n'empêche pas l'accession d'une partie importante des travailleurs à un bien-être dont souvent la classe moyenne d'il y a soixante ans n'aurait pas osé rêver. Et c'est cela qui compte, pratiquement. Car, même en admettant qu'un capitaliste gagne mille fois plus qu'un travailleur, il ne vit pas mille fois mieux. L'important était et est la différence entre le niveau de vie, le degré de jouissance matérielle, des membres d'une classe et d'une autre, non l'argent accumulé comme une matière non consommable et non consommée par la classe bénéficiaire de l'inégalité. Tandis qu'autrefois la différence des rentrées sous forme de salaire d'une part et de bénéfices privilégiés d'autre part correspondait, généralement, à celle des possibilités de consommation des membres d'une classe et d'une autre classe.

De plus, aujourd'hui, la question des classes est de plus en plus inextricable. Qui est le plus privilégié, l'ouvrier imprimeur parisien, qui gagne 2 millions d'anciens francs par an avec le treizième et le quatorzième mois de congés payés, pour cinq heures de travail par jour, ou le petit patron de province, qui a la responsabilité de son atelier, avec tous les soucis que cela représente et qui arrive difficilement à joindre les deux bouts ? Le technicien, ou semi-technicien, le fonctionnaire faisant partie de la hiérarchie, souvent marié avec un conjoint et tous deux gagnant 300.000 ou 400.000 francs par mois, ou le petit entrepreneur qui doit lutter difficilement pour payer ses traites ? Nous assistons à une évolution, une interpénétration, un bouleversement tels que, dans une proportion croissante, il est impossible de délimiter exactement où commence le privilège et où finit l'exploitation. Car le salarié privilégié (ouvrier, employé, technicien, etc.) exploite indirectement le salarié non privilégié plus encore peut-être que le patron qui exploite ce dernier.

Cette complexité, cet enchevêtrement, qui rendent les délimitations beaucoup plus difficiles à établir qu'au temps de Sismondi, de Marx et de Proudhon, doivent nous obliger à reconsidérer la façon dont nous étudions le problème des classes. Mais d'autres aspects de ce problème nous apparaissent, dont nous nous sommes, du reste, déjà occupés dans cette revue.

Contrairement à ce qu'on dit les économistes socialistes que je viens de nommer, il n'y a pas eu « concentration du capital » avec la paupérisation croissante du prolétariat, et même de la bourgeoisie. Il n'y a pas eu augmentation constante de la misère prolétarienne : je l'ai dit au début de cet article, inutile d'y revenir. Mais la cause ? D'abord elle est venue de l'augmentation formidable de la productivité et de la production, qui a permis de jeter sur le marché, à des prix inférieurs et de plus en plus mis à la portée d'un nombre plus grand de consommateurs, d'immenses quantités de marchandises, de produits, de biens de consommation. La consommation augmentant, on a pu produire davantage et payer de plus hauts salaires ; dans ce cycle, le consommateur a favorisé le producteur, comme le producteur a favorisé le consommateur. Et de plus en plus, les propriétaires agriculteurs, les capitalistes, les chefs d'industrie, ont dû rechercher leur clientèle dans l'ensemble de la population. Aujourd'hui on vaticine qu'en 1970, 75 pour cent des familles françaises auront une automobile, des appareils ménagers dont l'existence et l'utilisation étaient impensables en 1920.

A ces facteurs économiques, d'importance primordiale, s'ajoute celui de l'évolution humaine. C'est peut-être paraître s'engager sur des voies suspectes pour les révolutionnaires acharnés que parler d'une évolution morale qui s'est produite dans *toutes* les classes sociales, sous l'influence des idées progressives, des écoles socialistes, de la lutte soutenue par les travailleurs, par leurs syndicats, etc. Mais, même si cela heurte nos mythes et nos slogans, cette évolution est un fait. Les épiciers, les petits commerçants de France étaient indignés, en 1936, qu'on ait accordé aux travailleurs les congés payés ou qu'un ouvrier puisse rouler à côté d'eux en automobile et prendre des bains de mer sur une plage. Aujourd'hui ils admettent très bien que les salariés jouissent d'un mois de congés payés, roulent dans des voitures meilleures que celles des capitalistes en 1914 ou voyagent en avion. Toutes les mesures législatives et qui vont s'améliorant, pour assurer des retraites autrefois impensables, souvent encore bien maigres, sont considérées comme parfaitement justifiées, et l'on proteste plus contre leur insuffisance que contre leur existence.

Cette évolution des esprits, qui est un fait universel, explique aussi un autre fait, d'une extrême importance, sur lequel nous avons insisté à différentes reprises dans cette revue où nous ne voulons ni nous tromper ni tromper les autres — du moins par manque de vigilance ou par lâcheté morale : c'est l'incorporation grandissante de la classe ouvrière ou d'une partie croissante de cette classe dans le capitalisme sous la forme d'actionnariat. Au lieu de paupérisation de la bourgeoisie, c'est à l'embourgeoisement du prolétariat que nous assistons, avons-nous dit.

Je reproduis les chiffres parus dans le numéro d'août-septembre 1963 : aux U.S.A. on compte 15 actionnaires sur 100 adultes, 10 en Angleterre, 8 en Suisse, 4 en France, 3 en Allemagne fédérale. Comme chaque adulte appartient, généralement, à une famille, on peut hardiment doubler le nombre des habitants de ces pays qui sont positivement intéressés au système capitaliste. Et les nations en retard rattrapperont probablement les U.S.A. La démocratisation du capital, poursuivie souvent par les gouvernements, est un fait d'une importance énorme.

A cette évolution qui atténue, de l'autre côté de l'Atlantique, l'importance du problème des classes, d'autres faits s'ajoutent. C'est encore aux U.S.A. (mais l'évolution de ce pays est toujours suivie par les autres nations industrielles) l'institution de l'épargne bancaire qui intéresse des millions et des millions de salariés.

Puis vient l'énorme augmentation du secteur tertiaire. En France, le nombre des cadres supérieurs et des membres des professions libérales a augmenté de 40 pour cent en dix ans — alors que le nombre des agriculteurs et salariés agricoles diminuait de 25 pour cent. Ce mouvement d'inversion continuera.

Tous ces faits montrent que la lutte de classe perd de son sens généralisé d'autrefois et doit fatalement perdre de son efficacité. Que nous nous en réjouissions ou non, il n'est pas question de nos préférences. Je n'oublie pas pour cela les salariés de province qui, dans ce pays, vivent souvent si difficilement, ni le niveau d'existence des travailleurs, globalement considérés, des pays pauvres comme l'Espagne ou l'Italie. Mais à mon sens, c'est de plus en plus sur le terrain de la conscience humaine, qui existe aussi, quoi qu'on en dise,

qu'il faut nous placer dans nos efforts de progrès social et humain. Nous ne pouvons ni ne devons oublier ceux qui sont en bas de l'échelle sociale (tout en sachant, hélas, que, s'ils parviennent à s'élever, à vivre mieux, ils se désintéresseront de la révolution ou de la transformation et du triomphe de la justice égalitaire autant que s'en désintéressent les salariés parvenus et les ouvriers privilégiés de nos jours). Mais la Révolution française a germé dans la pensée et dans le cœur d'hommes qui faisaient partie de la bourgeoisie, et même de l'aristocratie. La transformation de la société n'a pas nécessairement comme base unique et comme moteur la seule lutte de classes, c'est-à-dire l'offensive menée par les défavorisés du combat social. Sans négliger ce facteur, il faut penser aux autres, dans la mesure et selon les circonstances qui conditionnent l'évolution, aujourd'hui si rapide, de la société.

LES DESESPERADOS

Au Congo ex-belge, Kasavubu a appelé Tschombé au pouvoir. Le départ des « casques bleus » n'a pas arrangé les choses, et personne ne semble être assez intelligent, assez habile ou assez fort pour rétablir un équilibre ou un niveau économique qui ressemble, même de loin, à ce qu'était la situation économique et sociale du Congo avant le départ des Belges.

Remède de desesperados. Kasavubu se jette dans le torrent. Souhaitons-lui tout de même qu'il vienne beaucoup d'organisateurs non congolais pour l'aider à remettre les choses en place.

AVENIR PERONISTE

En Argentine, la majorité des partis politiques se déclarent partisans du retour du dictateur fasciste Juan Peron, l'homme dont les ouvriers ont fait un Dieu, parce qu'il leur avait donné de nombreux avantages que le capitalisme libéral leur avait refusés. Mais, en même temps, il exploitait à fond les paysans et puisait sans vergogne dans les réserves abondantes d'or que le pays possédait ; il avait financièrement ruiné le pays. Il s'était surtout abondamment servi lui-même, avec son Evita dont les ouvriers ont fait une sainte qu'ils révèrent dévotement. Et d'après les antipéronistes, il avait placé à son compte quelque 500 millions de dollars dans les banques suisses et anglaises.

Mais les politiciens qui lui ont succédé ont été incapables de faire rien de bon. Mais l'immoralité générale a empêché de rien réaliser de valable. Mais le militarisme a multiplié les « golpes », ou coups d'Etat ; mais la pourriture générale est telle, et l'inconscience, que le marasme grandit. A tel point qu'on a demandé à cet aventurier de revenir, non pour être jugé comme un voleur, mais pour se mettre à nouveau à la tête du gouvernement. Comme il est férocement antiyankee, il compte sur beaucoup de sympathies. Mais il propose un mot d'ordre : l'antimarxisme.

On se demande si les communistes, qui hier furent avec lui tout en étant contre, seront demain contre lui tout en étant pour. Au nom du marxisme et de l'antimarxisme, très probablement.

BIBLIOGRAPHIE

FRATERNELLE AMAZONIE

Paul LAMBERT

Voilà un bien beau livre (1). L'auteur, Paul Lambert, explorateur et ethnologue suisse, est allé en Amazonie pour prendre contact avec les Indiens qui y vivent encore, pour les connaître, connaître leur vie, leurs mœurs avec un esprit humain, de vrai civilisé. Postulat inflexible au départ : pas d'armes, refus de tuer. Naturellement ,les gens à qui, au Brésil, il expose cette intention, quand il s'adresse à eux pour trouver les moyens de déplacement, de voyage, se moquent de lui et lui recommandent d'acheter un revolver et un fusil. Pour eux, pour tous les Brésiliens, moins quelques apôtres admirables, parmi lesquels même des militaires, les Indiens sont des bêtes sauvages qu'il faut détruire par tous les moyens. La chasse à l'Indien est un sport. Paul Lambert nous rappelle que quand les Portugais envahirent le Brésil il y avait environ 4 à 5 millions d'autochtones. Ceux-ci furent exterminés, chassés, pourchassés, massacrés, torturés, vendus comme esclaves — c'est avec l'argent de ces ventes que l'on contruisit presque toutes les églises catholiques. Au début du siècle il n'en restait que 600.000. Il en reste 60.000 environ maintenant...

Nous lisions dernièrement dans la presse qu'une expédition de Blancs avait été attaquée en Amazonie par des Indiens qui menaçaient de l'exterminer. Elle fut libérée grâce à l'intervention des troupes envoyées difficilement sur place. Naturellement, nous nous sentions près des attaqués, quoique nous comprenions les Indiens. Maintenant nous comprenons mieux encore l'attitude de ceux dont les terres qu'ils habitent sont vendues sans même être explorées, deviennent la propriété de gens qui, à Rio, Sao Paolo, Santos, etc., pensent, en même temps qu'ils signent devant notaire l'acte d'achat de ces immensités qui ne seront peut-être exploitées que dans un siècle ou deux, à la façon dont il faudra s'y prendre pour exterminer les Indiens qui s'y trouvent, comme on extermine les serpents ou les jaguars.

Lambert a connu un Français qui exerçait ce métier. Il travaillait pour de grands propriétaires de jungle et était payé par paires d'oreilles d'Indien qu'il présentait. Et il n'était pas le seul...

Après bien des difficultés, l'explorateur-ethnologue est enfin parvenu à entrer en contact avec ces « sauvages ». Nous savons qu'on ne peut généraliser les mœurs, sereines ou barbares, douces ou cruelles, que l'on trouve chez les différentes races, les différentes peuplades à l'état naturel. Mais ce qu'il a vu, ce qu'il a enregistré avec sa caméra et son magnétophone est aussi émouvant que surprenant. Il y a guerre entre tribus, cela est vrai ; mais d'abord il y a aussi entraide, et la guerre est un fait épisodique au lieu d'être le fait dominant qui caractérisait la conduite des Indiens d'Amérique du Nord au moment de la pénétration blanche. Peut-être aussi ces guerres seraient-elles moins fréquentes sans la misère, la faim auxquelles les habitants naturels des forêts amazoniennes sont réduits par les « conquistadores ».

A part cela, ce que Lambert a vu rappelle les descriptions idylliques de Christophe Colomb, qui fut pourtant un des premiers à pratiquer le trafic des esclaves... Cette paix, cette sérénité, cette douceur, cette harmonie du village indien, des Meinaco, des Iaualapiti, contiennent une sagesse dont nous pourrions souvent nous inspirer. Il y a là une civilisation à la fois préhistorique et supérieure qui atteint, sans nos techniques, mais aussi sans l'inégalité sociale, sans gouvernants, sans prisons, sans trahison, sans exploitation des uns par les autres, une qualité insoupçonnée. Le chef est un responsable qui consulte les membres de la tribu, hommes et femmes, et qui ne décide que selon les normes établies par tous ; choisi pour ses aptitudes supérieures, il est remplacé s'il le faut. Le type humain est souvent très beau, les mœurs sont pures, les fillettes adorables.

Cette vie simple et noble apparaît souvent autrement intéressante que celle de nos nations mécanisées et déshumanisées. En tout cas, nous aurions beaucoup à y apprendre.

Dans sa préface, Paul Lambert fait appel à la Croix Rouge internationale et à tous ceux qui veulent l'aider à sauver ce qui reste de cette population en voie d'extermination. Combien nous regrettons de ne pouvoir l'aider, combien nous désirons qu'il réussisse, combien nous sommes de cœur avec lui !

(1) Robert Laffont, éditeur.

Le manque de place nous a empêchés d'insérer la suite de l'étude de notre camarade N. Juliot sur le Syndicalisme, qui paraîtra dans le prochain numéro. Celui-ci sera double et sortira fin septembre.

NOUS AVONS EN VENTE

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs, pour faciliter la diffusion de nos idées, les éléments de propagande suivants (prix franco dans tous les cas) :

Socialistes libertaires, pourquoi ? (0,20 F)

Le Chemin du socialisme (40 pages, **0,60 F**)

L'Enfance en croix, récit par Gaston Leval (224 pages, **7 F**)

Pratique du socialisme libertaire, par Gaston Leval (82 pages, y compris quatre schémas, **2 F**)

Le Monde nouveau, son plan, sa constitution, son fonctionnement, par Pierre Besnard (124 pages, **3 F**)

Eléments d'éthique moderne (105 pages, **2,50 F**)

Des miracles de Lourdes à Teilhard de Chardin, par Georges Las Vergnas (**5,50 F**)

Imp. R. Ouvrière, Paris, 10, r. Montmorency 3e

ADMINISTRATION — Abonnement annuel : France : **5 NF.** - Etranger : **6 NF.** - L'exemplaire : **0,45 NF.**
Demandes et mandats à : **Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins. BIEVRES (Seine-et-Oise) - C. C. P. Paris 5935 - 17**
DIRECTION — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar Quinet, PARIS (14e) — Le directeur-gérant : **Gaston LEVAL**